Saint-Bresson : finances de la commune

Commune · Haute-Saône (70) · 431 habitants · tranche 200 à 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Saint-Bresson affichait un encours de dette de 497 k€, soit 1 152 € par habitant, une épargne brute égale à 29,4 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,5 ans.

Dette par habitant
1 152 €
497 k€ au total

Capacité de désendettement
2,5 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
29,4 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 117 € / hab.
481 k€ au total

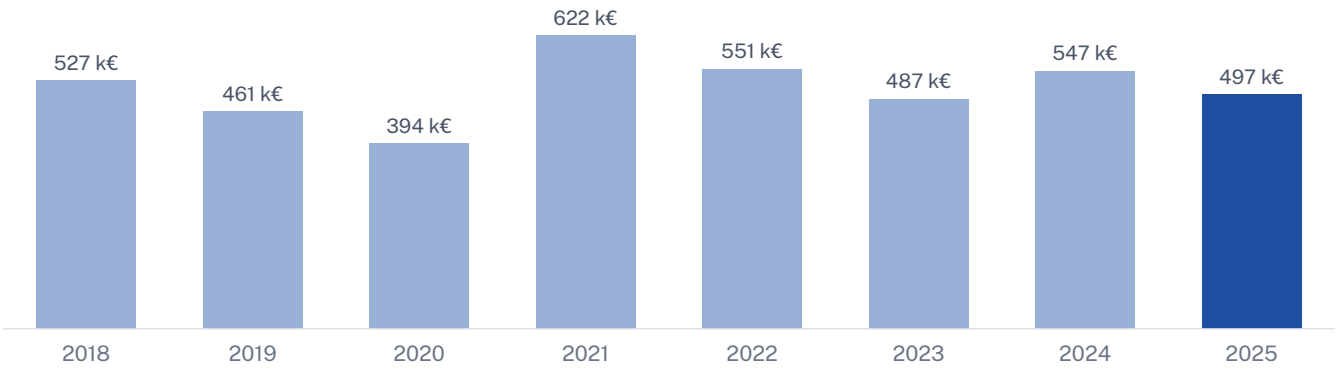
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 9 427 communes de 200 à 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 117 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	38,4 %	429 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	29,4 %	465 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 152 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	500 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	197 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 527 k€ en 2018 à 497 k€ en 2025 (-5,8 %). Valeur la plus haute : 622 k€ en 2021 ; la plus basse : 394 k€ en 2020.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	527 k€	33,4 %	2,8 ans	235 k€
2019	461 k€	43,4 %	1,5 ans	269 k€
2020	394 k€	12,1 %	7,1 ans	169 k€
2021	622 k€	34,5 %	2,9 ans	79 k€
2022	551 k€	27,9 %	3 ans	302 k€
2023	487 k€	18,7 %	4,4 ans	634 k€
2024	547 k€	16,4 %	5,1 ans	153 k€
2025	497 k€	29,4 %	2,5 ans	216 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Saint-Bresson	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 152 €	282 €	+308,7 %
Impôts locaux par habitant	197 €	399 €	−50,5 %
Frais de personnel par habitant	429 €	247 €	+73,7 %
Investissement par habitant	500 €	451 €	+10,9 %
Taux d'épargne brute	29,4 %	19 %	
Capacité de désendettement	2,5 ans	1,2 ans	

Jumelles : Charnizay (37), Oberbruck (68), Chanteuges (43), Concèze (19), Saint-Forgeot (71), Bulat-Pestivien (22), Oyrières (70), Arthez-d'Asson (64), Chalais (86), Dampierre-sous-Brou (28). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	448	431	−3,8 %	−2,1 %
Dette par habitant	1 030 €	1 152 €	+11,9 %	−29,6 %
Impôts locaux par habitant	137 €	197 €	+43,6 %	+35,6 %
Frais de personnel par habitant	285 €	429 €	+50,6 %	+21 %
Taux d'épargne brute	43,4 %	29,4 %	−14 points	−2,2 points
Capacité de désendettement	1,5 ans	2,5 ans	+1 an	−0,7 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 542 €		1 866 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Saint-Bresson	Comparaison
Habitants (2023)	417	−11,5 % depuis 2012 (département : −2,7 %)
65 ans ou plus (2023)	30,2 %	département : 24,9 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2,4 pour 100 habitants	département : 3,2
Salariés du secteur privé (2025)	16	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	19	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

180 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 60 emplois, soit 36 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	24 %	2,8 %	1,3 %	69,8 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	2,7 %	6,6 %	6,6 %	0 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	13,7 %	10,4 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	35 %	24,9 %	26,4 %	0 %
Employés	5,5 %	26,5 %	26,1 %	0 %
Ouvriers	19,1 %	28,9 %	19,5 %	30,2 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bourgogne-Franche-Comté

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	24 470	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	20 750	1,8 %
Agents de service des établissements de santé	18 070	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	17 970	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	16 500	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	16 380	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	16 360	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	15 190	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	14 250	1,2 %
Assistants maternels agréés	13 370	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 270	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 930	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Haute-Saône (70)) : 5 006 au moins, dont 54,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Aides à domicile et auxiliaires de vie	480	97,3 %
Aides-soignants	245	64,9 %
Employés de libre service	209	20,1 %
Aides médico-psychologiques	155	100 %
Agriculteurs	144	44,4 %
Infirmiers et sages-femmes	137	88,3 %

Métier	Projets	Difficiles
Conducteurs routiers	130	61,5 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	128	75,8 %
Manutentionnaires et déménageurs peu qualifiés	114	0 %
Ouvriers peu qualifiés en ajustement, montage et assemblage mécanique	112	13,4 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Saint-Bresson
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	217 k€ pour 11 projets
Par habitant	505 € (communes de même taille : 215 € ; département : 188 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	34,1 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DSIL	Rénovation énergétique des logements de l'ancien presbytère (53 place des tilleuls)	74 401 €
2023	DETR	CREATION D'UNE MAM DANS L'ANCIEN PRESBYTERE	25 946 €
2024	DETR	REALISATION D'UN SCHEMA DIRECTEUR D'EAU POTABLE AVEC POSE DE COMPTEURS DE SECTORISATION	22 770 €
2025	DETR	INSTALLATION D'UN SYSTEME DE DESINFECTION PAR CHLORATION	18 298 €
2024	DETR	TRAVAUX DE RESTAURATION D'UN OUVRAGE D'ART COMMUNAL - ROVILLERS	11 877 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.